



## Westminster & City News

NUMÉRO 36

Du 28 septembre au 4 octobre 2018

### ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

#### POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

**Th. May annonce la fin de l'austérité pour 2019** – Lors de son discours au congrès conservateur, Th. May a annoncé que le dégel de l'impôt sur les carburants, souhaité par le *Treasury* pour financer l'augmentation du budget du NHS annoncé en juin, n'aurait pas lieu, que les droits de mutation sur les ventes immobilières augmenteraient pour les ressortissants étrangers et que l'emprunt des autorités locales pour la construction de logements ne serait plus plafonné. Toutefois, Ph. Hammond a indiqué que le gouvernement conserverait une marge de manœuvre budgétaire afin de soutenir l'activité en cas de *no deal*, laissant entendre que le budget 2019-20 (présenté le 29 octobre) serait prudent. Le Chancelier a déclaré que la croissance du RU s'accélérait si un accord était trouvé avec l'UE 27 (« *Deal Dividend* ») avec des recettes fiscales supplémentaires permettant de maintenir de faibles impôts et de financer les services et infrastructures publics tout en réduisant le déficit. Il a annoncé qu'il souhaitait trouver un accord international pour la mise en place d'un impôt sur les services numériques.

#### INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

**Les PMI indiquent des performances économiques en demi-teinte au T3** – Les *purchasing managers' index de IHS Markit* indiquent que la croissance mensuelle devrait se situer entre 0,3 et 0,4 % au T3, soit légèrement en-dessous de la prévision du Comité de politique monétaire à 0,4 %. Le PMI manufacturier a atteint 53,8 en septembre (53 en août) mais les PMI de la construction et des services ont reculé à respectivement 52,1 et 53,9. Toutefois, les PMI sous-estiment peut-être la croissance dans la mesure où la vente au détail – qui n'est pas prise en compte par les indicateurs – a enregistré une croissance réelle de 1,9 % en août (glissement sur 3 mois) et devrait donc tirer l'activité vers le haut. La deuxième estimation du PIB du T2 2018 publiée par l'[ONS](#) vendredi dernier confirme une croissance à 0,4 % pour cette période. Les investissements passent de +0,8 % à -0,5 %, en baisse comme les dépenses publiques de +0,4 % à -0,4 %. La croissance du PIB a été revue à la baisse à 0,1 % au T1 2018 après avoir été revue à la hausse à 0,2 % lors de la dernière estimation.

**La pression subie par les travailleurs est à son plus haut niveau en 25 ans au RU** – D'après le *Skills and Employment Survey 2017*, un tiers des individus travaillerait à une vitesse très élevée tout le temps ou presque et 45 % travailleraient « très dur » avec des échéances serrées. Environ 55 % des femmes et 47 % des hommes déclarent être toujours ou souvent épuisés en rentrant du travail. Les enseignants et infirmiers ont connu la plus forte dégradation. L'étude dévoile que l'anxiété au travail touche surtout les individus ayant peu de contrôle sur leur activité. Pour les chercheurs, les nouvelles technologies permettraient aux employeurs d'optimiser le temps de travail des salariés et les téléphones portables et méls rendraient la déconnexion plus difficile. Cette pression accrue ne se traduirait pas en gain de productivité car elle ne s'accompagne pas de meilleurs équipements et compétences. Toutefois, le faible taux de chômage (4 %) aurait un effet positif sur l'anxiété. L'étude, qui porte sur 3 300 individus, est financée par le gouvernement et conduite par les universités de Cardiff, d'Oxford et UCL depuis 1980.

## **COMMERCE ET INVESTISSEMENT**

**Les investissements des entreprises manufacturières ralentissent face à l'incertitude politique au RU** – D'après l'[enquête annuelle](#) de l'EEF, l'organisation représentant les entreprises manufacturières, seules 34 % des entreprises britanniques prévoient d'accroître leurs investissements dans leurs usines sur les deux prochaines années, soit le pourcentage le plus faible depuis la création du sondage il y a cinq ans. Cette dégradation serait surtout marquée pour les PME dont 75 % prévoient de freiner leurs investissements. L'incertitude politique au RU et les peurs sur l'impact des tensions commerciales seraient les principaux facteurs expliquant ce ralentissement. Le faible niveau d'investissement des entreprises depuis la crise a été identifié (notamment par la [Banque d'Angleterre](#)) comme l'une des principales causes de l'écart croissant entre les productivités britannique et internationales.

**Le déficit de la balance courante est passé de 3 % du PIB au T1 2018 à 3,9 % au T2 2018** – Selon l'[ONS](#), la balance courante du RU s'est établie à -20,3 Md£ d'avril à juin 2018, au-dessus du consensus. Le creusement du déficit courant résulte de la dégradation de près de 3 Md£ du solde commercial à 6,1 Md£, principalement en raison d'une baisse de 0,3 % des exportations de biens associée à une augmentation de 2 % des importations. La diminution du revenu des investissements de -6,4 Md£ au T1 2018 à -8,6 Md£ a également participé à cette dynamique. La position extérieure nette du RU s'est améliorée après cinq trimestres de baisse et s'élève désormais à -248 Md£. La hausse des investissements de portefeuille qui représente près de 70 % de l'augmentation des actifs du RU à l'étranger explique notamment cette évolution.

## **ACTUALITÉ FINANCIÈRE**

### **BREXIT**

**La FCA maintiendra son niveau d'exigence réglementaire après le Brexit** – Dans un [discours](#) prononcé devant l'*Association for Financial Markets in Europe (AFME)*, le président de la FCA, Charles Randell a souligné les effets contre-productifs qu'aurait un assouplissement de la réglementation après le Brexit sur la compétitivité de la City, et a prévenu que la sortie du RU de l'UE ne pourrait justifier une dégradation des obligations réglementaires. Un [rapport](#) de KPMG considère que le RU restera un acteur majeur dans l'élaboration des règles financières internationales. Lors d'un déplacement au Japon, John Glen, Secrétaire d'État aux Services financiers, a souligné l'engagement du gouvernement à « faire tout ce qu'il faut » pour maintenir la City à son niveau d'excellence, notamment en matière de fiscalité (dont le niveau est critiqué par les banques de pays tiers) ou d'immigration.

**ESMA et FCA envisagent la négociation de MoU garantissant notamment l'accès aux CCP basées au RU** – Le président de l'ESMA, aurait indiqué que des discussions pourraient être entamées avec la FCA afin de signer avant mars 2019 une série de protocoles d'accord permettant aux acteurs européens d'accéder aux chambres de compensation britanniques pour les transactions de dérivés même en cas d'absence d'accord. L'ESMA avait préalablement expliqué à LCH, ICE Clear Europe et au *London Metal Exchange* qu'elles ne pourraient pas candidater à une reconnaissance par les régulateurs européens avant la sortie effective du RU de l'UE, empêchant la continuité de leur activité avec le continent. LCH avait ainsi fait savoir à ses clients européens qu'en cas d'absence d'accord, elle leur communiquerait un préavis de 90 jours (envoi en novembre ou début décembre) concernant la fermeture de leurs comptes.

### **BANQUES**

**Le capital réglementaire du secteur bancaire britannique a augmenté au T2 2018** – La BoE a [publié](#) son relevé statistique du T2 2018, notant trois évolutions principales : (i) le ratio CET1 (noyau dur des fonds propres de base) pour le secteur bancaire britannique est en hausse de 0,2% passant de 14,8 à 15% ; (ii) le niveau du capital CET1 s'est quant à lui accru de 3,7% pour atteindre 443 Md£ (contre 427 Mds£ au T1) ; (iii) les actifs pondérés en fonction des risques ont augmenté de 2%, passant de 2 890 Md£ au T1 à 2 947 Md£ au T2.

**Goldman Sachs ouvre une banque de détail au RU** – Marcus, première expansion internationale de la nouvelle branche de détail de Goldman Sachs, propose au RU un taux d'1,5% sur l'épargne (s'appliquant à 250 000 £ maximum). Il s'agirait du plus haut rendement proposé par une banque de détail au RU, alors que l'environnement y est devenu très concurrentiel. La marge nette sur les intérêts a diminué pour 16 des 20 plus importants fournisseurs de crédit au S1 2018, et les banques ont commencé à avertir leurs investisseurs de bénéfices plus faibles. Le

directeur général de Marcus pour le RU a affirmé que l'objectif de la banque n'était pas de concurrencer les petits acteurs mais les grandes banques britanniques contrôlant 80% du marché. Marcus a été lancé aux États-Unis en 2016, et a accumulé depuis plus de 20 Md \$ de dépôts et 3 Md \$ de prêts. La banque de détail est une part importante du plan de Goldman Sachs pour augmenter ses revenus de 5 Md \$ d'ici 2020.

**L'accès au financement n'est plus un obstacle à la croissance des petites et moyennes entreprises (PME)** – La dernière [enquête](#) conduite par l'agence de conseil BVA BDRC montre que 85% des demandes de financement formulées par les PME du RU au 2<sup>e</sup> trimestre 2018 ont reçu une issue positive. Pour 31% des PME interrogées, le principal obstacle à leur croissance provient de la réglementation et des charges administratives qu'elle engendre, suivie de l'incertitude politique et du climat économique. Seul 5% des PME considèrent encore l'accès au financement comme un problème. Pour [UK Finance](#), cette enquête révèle que les PME peuvent être confiantes dans leur approche des banques, bien qu'un certain nombre d'entre elles restent encore hésitantes dans leur capacité à emprunter pour financer leurs activités. Cela démontre qu'une plus grande coopération entre industrie, gouvernement et régulateurs est nécessaire pour résoudre les difficultés qui persisteraient et pour promouvoir la croissance des PME.

## GESTION D'ACTIFS

**Les gestionnaires d'actifs du RU demandent à la FCA de suspendre l'application des règles de PRIIPS** – L'*Investment Association* (IA), représentant les gestionnaires d'actifs au RU, a reçu des plaintes de millions d'investisseurs estimant avoir été lésés par des règles de calcul des coûts de transaction « imparfaites ». Ces règles qui découlent de la mise en œuvre du Règlement européen sur les documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance (PRIIPS) seraient fondées sur des méthodes de calcul qui fausseraient les estimations de charges liées à l'achat et à la vente de valeurs mobilières. L'IA demande à la FCA une révision urgente et unilatérale de ces règles alors que la marge de manœuvre de la FCA est limitée vis-à-vis d'un règlement PRIIPS qui est d'application directe. La FCA avait lancé en juillet une [consultation](#) au travers laquelle près de 400 fonds domiciliés au RU avaient rapporté des coûts de transaction nuls ou négatifs. La FCA avait alors relevé les « problèmes fondamentaux » posés par les scénarios de performance de PRIIPS.

## AUDIT

**Le gouvernement britannique appelle l'Autorité de la concurrence à examiner le marché de l'audit au RU** – Le ministre de l'Économie Greg Clark a appelé l'Autorité de la Concurrence (CMA) à examiner sans tarder la structure concurrentielle du marché britannique de l'audit. Le président du conseil d'administration de PwC a par ailleurs réitéré son opposition à la solution qui consisterait à scinder en deux les activités des cabinets du Big Four pour résoudre le problème de qualité des audits menés dans le secteur. Selon lui, une telle démarche n'aurait que pour conséquence de ternir l'attractivité de ces cabinets auprès des jeunes diplômés, sans relever les normes de qualité des audits réalisés. Il a également insisté sur la difficulté croissante que ces cabinets auraient à recruter dans certains domaines comme la cybersécurité si les cabinets ne se consacraient qu'à l'audit.

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à [londres@dgtrésor.gouv.fr](mailto:londres@dgtrésor.gouv.fr)).

### Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier  
Service économique régional de Londres  
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Marianne Carrubba, Robin Fournier, Laura Guenancia, Louis Martin et Margaux Sauvaget

Revu par : Philippe Guyonnet-Dupérat

Version du 4 octobre 2018 –